

Service de la sécurité de l'environnement industriel
131 Faubourg Bannier
Cité administrative Coligny - Bâtiment C
45000 Orléans

Orléans, le 21/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DU CLOS

14 Grande Rue
45340 Égry

Références : -

Code AIOT : 0054500180

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement DU CLOS implanté Lieu-dit Le Clos d'Egry 45340 Égry. L'inspection a été annoncée le 06/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DU CLOS
- Lieu-dit Le Clos d'Egry 45340 Égry
- Code AIOT : 0054500180
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitation agricole du GAEC du Clos est une exploitation avicole.

Cet élevage intensif de volailles (poulets de chair et dindons) est autorisé par arrêté préfectoral du 05 mai 1998, mis à jour par arrêté préfectoral complémentaire du 26 avril 2006, et suivi au titre de la directive 2010/75/UE dite "IED" (meilleures techniques disponibles et niveaux de performance associés à ces techniques).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Demande d'action corrective	60 jours
5	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	30 jours
11	MTD2 plan d'urgence en cas d'incident / accident	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 26/04/2016, article 2.1	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9.1.1	Sans objet
4	Consignes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1	Sans objet
6	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
7	Équilibre de la fertilisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1	Sans objet
8	Mise à jour du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Sans objet
9	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet
10	Émissions atmosphérique	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	s d'ammoniac		
12	MTD2 gestion des morts	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
13	MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
14	MTD4 Phosphore total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
15	MTD22 Incorporation rapide des effluents dans le sol	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
16	MTD29 Surveillance des consommations d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
17	MTD29 consommations électriques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
18	MTD29 Surveillance des consommations de combustible	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
19	MTD29 Surveillance du nombre d'animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
20	MTD29 consommation d'aliments	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
21	MTD32 Émissions atmosphériques d'NH3, hébergement poulets de chair	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
22	MTD34 Émissions atmosphériques d'NH3, hébergement dindes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2016, article 2.1
Thème(s) : Élevage, Classement et volumes autorisés
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées : - 2111-1 : volailles , gibiers à plumes : 54000 emplacements (poulets de chair) ; A - 3660-a : élevage intensif de volailles ou porcs avec plus de 40000 emplacements pour les volailles : 54000 poulets de chair ; A - 2111-3a : volailles / gibiers à plumes 63180 anx-eq pour une production de 9720 dindes medium + 9720 dindes lourdes : - 4718-2 : gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 : 6,8T : DC
Constats : Le jour de la visite, l'inspection constate que le bâtiment 1 est en vide sanitaire. Le second bâtiment, après consultation du registre d'élevage, comprend 29070 poulets, rentrés le 20/03/2026 dans l'élevage. Les cuves de gaz sont au nombre de 3 sur le site : 2 cuves de contenance 1,7 T, et 1 cuve d'une contenance plus importante, inférieure à 3T, pour une capacité totale inférieure à 6,4 T de gaz. Constat : pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Recensement des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments

<p>d'élevage et annexes).</p> <p>L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.</p> <p>L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.</p> <p>II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.</p> <p>Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente un plan de circulation du site, permettant de visualiser notamment le chemin traversant l'exploitation, les emplacements des poulaillers, de la zone de stockage pour l'équarrissage, de l'aire de lavage et le sens de circulation.</p> <p>Le plan ne présente pas le stockage de paille du site, ni les zones de stockage des produits dangereux et de gaz, ni l'emplacement de tous les éléments de protection incendie. Sur site, l'inspection constate qu'il y a, sur les portes d'entrée dans les sas, des petits affichages d'interdiction de fumer sur le site.</p> <p>Il serait opportun de compléter cet affichage avec une interdiction d'apporter du feu sur le site, dès l'entrée du site d'élevage.</p> <p>Constat : le plan des zones à risques est incomplet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra son plan des zones à risques, complété.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée :

<p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptées aux risques, notamment la protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et la protection externe est assurée par une réserve d'eau de 150 m³ accessible en toutes circonstances.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <p>[...]</p> <p>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kg à proximité des armoires ou locaux électriques.</p> <p>Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installés à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé d'une réserve d'eau de 240 m³, disposée à l'arrière des bâtiments d'élevage , accessible via un chemin carrossable pour les véhicules lourds. Des extincteurs, notamment à poudre, sont disponibles dans les sas des bâtiments d'élevage. Ceux-ci sont situés à proximité des cuves de gaz et de l'armoire électrique.</p> <p>Les vannes de coupure d'eau et d'électricité sont situées dans le sas d'entrée d'un des bâtiments d'élevage.</p> <p>Les 10 extincteurs présents sur site font l'objet d'une vérification périodique. La dernière visite a été réalisée par la société SPIE le 11 août 2025, confirmée par le justificatif présenté par l'exploitant. L'inspection a contrôlé par sondage un extincteur présent dans le sas du bâtiment n°1, et constaté que le vérificateur avait bien contrôlé l'appareil concerné, et apposé la pastille de contrôle.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Consignes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses ou concourant au dispositif de prévention des accidents font l'objet de consignes écrites. Si l'exploitant emploie des salariés ou personnes extérieures, il s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Les consignes précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée telle que prévue à l'article 14-2 ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours mentionnés à l'article 13 ; -les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation, mentionnées à l'article 13 ;

- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses en lien avec l'article 15 ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

L'exploitant n'a pas recruté de personnel pour la gestion de son élevage. Seule son épouse et lui-même travaillent sur le site, excepté lors des enlèvements des volailles pour le transfert vers l'abattoir.

L'affichage de l'interdiction de fumer est réalisé sur les portes d'entrée des sas des bâtiments d'élevage.

Une procédure d'alerte comprenant les numéros de téléphone d'urgence est affichée dans les sas des bâtiments. Cette procédure d'urgence comprend les numéros de téléphone en cas de coupure d'eau ou de coupure d'électricité et les actions à mettre en œuvre pour le fonctionnement de l'installation dans ces cas.

Le réseau d'alimentation en eau des bâtiments peut être coupé dans le sas du 1er bâtiment. L'exploitant et son épouse, seuls exploitants, connaissent les actions à effectuer.

Les produits sont stockés dans des bacs permettant leur rétention en cas de fuite.

Par ailleurs, une affiche des règles à respecter lorsque les intérimaires viennent pour le ramassage des volailles en fin de lot. Cette affiche comprend des indications sur les actions à mener en amont par l'exploitant, les règles de sécurité pour tous, et les règles sanitaires à respecter.

En cas d'accident, l'inspection rappelle qu'il est nécessaire de la prévenir rapidement et qu'une démarche dématérialisée a été mise en place pour faciliter la transmission d'informations. L'exploitant indique que ce sera fait, le cas échéant.

Constat : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Pollution

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-

<p>paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> <p>II. - Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -100 % de la capacité du plus grand récipient ; -50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ; -dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.
<p>Constats :</p> <p>Les produits de nettoyage-désinfection de l'élevage sont stockés dans les sas des bâtiments et dans le local technique, en petite quantité, certains dans des bacs en plastique d'un volume supérieur aux contenants rangés à l'intérieur. Les produits vus par l'inspection sont des produits corrosifs, basiques, et des solvants, et certains bidons sont déposés en mélange dans les bacs de rétention.</p> <p>L'exploitant devra prévoir des bacs de rétention pour tous ces produits et faire preuve de vigilance pour ne pas mélanger les différentes typologies de produits dans une même rétention.</p> <p>Constat : les produits ne sont pas tous sur rétention et des mélanges non compatibles sont constatés dans les bacs de rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre les justificatifs permettant de constater que les produits sont tous rangés dans des bacs de rétention et que chaque typologie de produits bénéficie de rétentions séparées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>
<p>N° 6 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18</p>

Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé d'un forage, implanté à l'entrée de la parcelle située face à l'élevage. Le forage est équipé d'un compteur totaliseur des prélèvements dans le milieu naturel, relevé périodiquement. Un relevé des consommations pour chaque lot est effectué par l'exploitant. Un dispositif de disconnexion est mis en place pour éviter un éventuel retour vers le milieu en cas d'accident ou d'incendie.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Équilibre de la fertilisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.</p> <p>Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la stagnation prolongée sur les sols ; - le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ; - une percolation rapide vers les nappes souterraines.
<p>Constats :</p> <p>Les documents transmis par l'exploitant (plan prévisionnel de fumure et cahier d'épandage) présentent des éléments conformes au dosage d'azote autorisé en zones vulnérables. L'exploitant réalise son suivi via un outil informatique (SMAG) qu'il présente à l'inspection le jour</p>

<p>de la visite: le suivi réalisé est régulier et attentif, et permet de confirmer le respect des règles liées à l'épandage.</p> <p>Le prévisionnel présente des apports envisagés qui ne dépassent pas les 170kg d'azote par hectare de SAU par an. Le cahier d'épandage confirme ces éléments pour les épandages déjà réalisés.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mise à jour du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir modifié son plan d'épandage.</p> <p>Par ailleurs, dans le cadre de son porter-à-connaissance à venir, l'exploitant précise qu'il fera un point et une mise à jour de son plan d'épandage, dans le cadre de l'extension de son exploitation.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations ci-dessous :</p> <p>2- les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;</p> <p>7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;</p>

8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).
Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : L'exploitant présente son plan prévisionnel de fumure pour 2025-2026. Il transmet également son cahier d'épandage pour la fin 2025 et le début d'année 2026. Les éléments du cahier d'épandage, concernant les épandages réalisés, sont en corrélation avec les éléments indiqués dans le plan prévisionnel de fumure. Les parcelles et les cultures prévues pour les épandages de la saison sont similaires. Les quantités épandues sont identiques au prévisionnel ou inférieures. Constat : pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. » Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020
Constats : L'exploitant a effectué sa déclaration GERE pour l'année 2025, le 26 février 2026. Les éléments sont complétés de manière exhaustive et détaillée. La synthèse des émissions de l'élevage pour l'année présente un bilan positif pour des émissions totales d'ammoniac à hauteur de 7391 kg/an pour l'élevage, comparé au bilan moyen d'un élevage standard équivalent, dont les émissions seraient de 8640 kg/an. Constat : pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : MTD2 plan d'urgence en cas d'incident / accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 2
Prescription contrôlée :

<p>c- Élaborer un plan d'urgence pour faire face aux émissions et incidents imprévus tels que la pollution de masses d'eau. Il peut notamment s'agir: - d'un plan de l'installation d'élevage indiquant les systèmes de drainage et les sources d'eau/effluents; - de plans d'action pour pouvoir réagir à certains événements potentiels (par exemple en cas d'incendie, de fuite ou d'effondrement des fosses à lisier, de ruissellement non maîtrisé à partir des tas d'effluents d'élevage, de déversements d'huile); - des équipements disponibles pour faire face à un incident de pollution (par exemple, équipement pour colmater les drains, construire des fossés de retenue, des pare-écume pour les déversements d'huile).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas de plan complémentaire au plan de circulation et des zones à risques. Il serait utile de compléter le plan des zones à risques par un plan des installations comprenant les réseaux d'eau, ainsi que de consignes ou plan d'actions en cas d'accident, de pollution ou d'incendie sur le site.</p> <p>Constat : absence de plan d'urgence.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le plan des réseaux et les justificatifs de la mise en place de procédures ou plan d'action en cas de problème sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 90 jours</p>

N° 12 : MTD2 gestion des morts

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42</p>
<p>Thème(s) : Élevage, MTD 2</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>e- Entreposer les cadavres d'animaux de manière à prévenir ou à réduire les émissions.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un bac spécifique pour l'entreposage des cadavres, qu'il stocke dans un local fermé.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42</p>
<p>Thème(s) : Élevage, MTD 3</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles</p> <p>-----</p> <p>Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production.</p> <p>-----</p> <p>Ajout de quantités limitées d'acides aminés essentiels à un régime alimentaire pauvre en protéines brutes.</p> <p>-----</p> <p>Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent l'azote total excrété.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a effectué sa déclaration GERE pour l'année 2025 le 26 février 2026. Le BRS précise les compositions des différentes formules d'aliments et les quantités consommées de chaque aliment sur l'élevage : l'exploitant élève ses animaux via une alimentation multiphase, que ce soit pour les poulets ou pour les dindes.</p> <p>L'exploitant présente également les bons de livraison d'aliments de l'intégrateur dans le cadre du contrôle par sondage des justificatifs de suivi d'un lot de volailles élevées sur le site. Ces bons de livraison font bien état d'une alimentation multiphase pour le lot concerné, avec une alimentation de démarrage, puis une alimentation de transition, suivie par une alimentation de croissance, et enfin une alimentation dite « de finition », dans lesquels les compositions évoluent, notamment au niveau des apports de protéines.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : MTD4 Phosphore total excrété, nutrition des animaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42</p>
<p>Thème(s) : Élevage, MTD 4</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production.</p> <p>-----</p> <p>Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent le phosphore total excrété (par exemple, phytase).</p> <p>-----</p> <p>Utilisation de phosphates inorganiques hautement très digestibles pour remplacer partiellement les sources traditionnelles de phosphore dans l'alimentation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu consulter la déclaration GERE pour l'année 2025 : le BRS précise les compositions des différentes formules d'aliments utilisé sur l'élevage au cours de l'année 2025 : alimentation poulet démarrage, alimentation poulet croissance, alimentation poulet finition et alimentation poulet lourd, et pour les dindes : alimentation dinde démarrage, alimentation dinde</p>

<p>transition, alimentation dinde croissance, alimentation dinde finition 1, finition 2, finition 3 et finition 4.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant présente les bons de livraison d'aliments d'un lot de poulets de l'année 2025. Ces bons de livraison font bien état d'une alimentation multiphase pour le lot concerné, avec une alimentation de démarrage, puis une alimentation de transition, suivie par une alimentation de croissance, et enfin une alimentation dite « de finition », dans lesquels les compositions évoluent, notamment au niveau des apports de protéines.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : MTD22 Incorporation rapide des effluents dans le sol

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 22
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac résultant de l'épandage des effluents d'élevage, la MTD consiste à incorporer les effluents dans le sol dès que Possible.</p> <p>Les effluents d'élevage épandus sur le sol sont incorporés dans celui-ci soit par labour, soit au moyen d'autres équipements agricoles tels que des herse à dents ou à disques, en fonction du type et de l'état du sol. Les effluents d'élevage sont totalement mélangés avec le sol ou enfouis.</p> <p>-----</p> <p>L'épandage des effluents d'élevage solides est réalisé au moyen d'un épandeur approprié (rotatif, à benne, mixte). L'épandage du lisier est réalisé selon la MTD 21.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il stocke ses effluents d'élevage en bout de champs en attendant d'épandre.</p> <p>L'épandage est programmé dans un prévisionnel d'épandage et suivi via un cahier d'épandage, tous deux transmis à l'inspection pour 2026.</p> <p>Dans ces documents, l'exploitant indique une incorporation des effluents au maximum dans les 24h. L'exploitant indique que dans la mesure du possible, il essaie de le faire dans les 12h, hors sol nu.</p> <p>Il est rappelé que les effluents épandus doivent être enfouis sous 4h ou 12 h maximum par manque de personnel.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : MTD29 Surveillance des consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 29
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an.</p>

Consommation d'eau.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant effectue un suivi régulier des consommations d'eau par bâtiment et par lot. L'exploitant présente sa fiche de relevés des différentes consommations pour un lot, sur feuille annexée au suivi du lot concerné.</p> <p>Les compteurs sont également relevés annuellement, permettant à l'exploitant de savoir quelle est la consommation annuelle par bâtiment et s'assurer qu'il n'y a pas de problématique sur le réseau.</p> <p>Entre mars 2025 et mars 2026, les consommations d'eau sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 981 m³ pour le bâtiment 1, - 1709 m³ pour le bâtiment 2, <p>Soit un total de 2690 m³ pour l'exploitation avicole dans son ensemble.</p> <p>Le forage est équipé d'un manomètre permettant de vérifier également le débit.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant pourra mettre en place un tableau de suivi des différents relevés permettant de garder une traçabilité de ses consommations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : MTD29 consommations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 29
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. Consommation d'électricité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant effectue des relevés par bâtiment et par lot, en heures creuses et heures pleines, et le note sur fiche qu'il lie au suivi global de chaque lot de volailles. L'inspection a pu constater ces relevés pour un lot contrôlé par sondage.</p> <p>Par ailleurs, un relevé mensuel du compteur général est effectué par l'exploitant, qui trace et suit ces éléments via un tableau informatique, lui permettant de garder une traçabilité de ses consommations, et de relever un éventuel dysfonctionnement.</p> <p>Un relevé annuel du compteur général est effectué, et un suivi via les factures annuelles de l'exploitation permet de confirmer les consommations annuelles globales.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : MTD29 Surveillance des consommations de combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 29
Prescription contrôlée : La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. Consommation de combustible.
Constats : Un des bâtiment est alimenté par deux cuves de gaz de 1,7 T chacune tandis que l'autre bâtiment est alimenté par une cuve de plus grande capacité. L'exploitant effectue un relevé à chaque livraison de gaz, notamment à l'aide des bons de livraison. Il relève par lot le pourcentage de remplissage des cuves concernées en début de lot et en fin de lot, lui permettant d'estimer ses consommations par lot. Il note ces éléments sur ses fiches de suivis des consommations par lot. Constat : pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : MTD29 Surveillance du nombre d'animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 29
Prescription contrôlée : La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. Nombre d'animaux entrants et sortants, y compris naissances et décès, le cas échéant.
Constats : L'exploitant présente son suivi par lot. Un comptage journalier est effectué dans chaque bâtiment. Pour l'un des bâtiments, le suivi et dénombrement journalier est réalisé automatiquement par système informatique, une fois le nombre de morts enregistré. Pour l'autre bâtiment, le suivi est réalisé manuellement, et le décompte fait par l'exploitant. Un suivi des enlèvements par ATEMAX est également réalisé. L'exploitant peut extraire les informations des enlèvements réalisés par le prestataire, via son compte informatique. Constat : pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : MTD29 consommation d'aliments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 29
Prescription contrôlée : La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an.

Consommation d'aliments.
Constats : Le BRS complété sous GEREP pour l'année 2025 présente les quantités d'aliments consommés pour chaque type d'aliments au sein de l'élevage sur l'année. Constat : pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : MTD32 Émissions atmosphériques d'NH3, hébergement poulets de chair

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 32
Prescription contrôlée : Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de poulets de chair, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous. Ventilation dynamique et système d'abreuvement ne fuyant pas (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde). ----- Séchage forcé de la litière utilisant l'air ambiant intérieur (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde). ----- Ventilation statique avec système d'abreuvement ne fuyant pas (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde). ----- Litière sur tapis de collecte des effluents d'élevage, avec séchage par air forcé (dans le cas de systèmes à étages). ----- Sol recouvert de litière, chauffé et refroidi (dans le cas des systèmes combideck). ----- Utilisation d'un système d'épuration d'air tel que: 1. laveur d'air à l'acide; 2. système d'épuration d'air double ou triple; 3. biolaveur (ou biofiltre);
Constats : L'exploitant indique que l'un des bâtiments est équipé d'une ventilation dynamique. L'autre bâtiment est équipé d'un système de ventilation statique. L'exploitant a ajouté par la suite des ventilateurs en hauteur pour les périodes de fortes chaleurs. Il indique que la ventilation statique initialement mise en place est encore utilisée en période hivernale et lorsque les températures ne sont pas élevées. Lors de périodes plus chaudes, il met en activité ce système de ventilation complémentaire afin de faire mieux circuler l'air et permettre un meilleur confort des animaux. Les abreuvoirs sont équipés de dispositifs anti-fuites, anti-gaspi.

Constat : pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : MTD34 Émissions atmosphériques d'NH3, hébergement dindes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 34
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de dindes, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous.</p> <p>Ventilation statique ou dynamique avec système d'abreuvement ne fuyant pas (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde).</p> <p>-----</p> <p>Utilisation d'un système d'épuration d'air tel que: 1. laveur d'air à l'acide; 2. système d'épuration d'air à deux ou trois étages; 3. biolaveur;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que l'un des bâtiments est équipé d'une ventilation dynamique.</p> <p>L'autre bâtiment est équipé d'un système de ventilation statique. L'exploitant a ajouté par la suite des ventilateurs en hauteur pour les périodes de fortes chaleurs. Il indique que la ventilation statique initialement mise en place est encore utilisée en période hivernale et lorsque les températures ne sont pas élevées. Lors de périodes plus chaudes, il met en activité ce système de ventilation complémentaire afin de faire mieux circuler l'air et permettre un meilleur confort des animaux.</p> <p>Les abreuvoirs sont équipés de dispositifs anti-fuites, anti-gaspi.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite